

M. Wenman: ... pourquoi n'avez-vous pas saisi la Chambre de ce document, quand le ferez-vous, qui vous en empêche?

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Mis à part le fait que la question du député tient plus de la discussion que d'une demande d'information, je signale que je me suis abstenu de rappeler aux députés que c'est la tradition à la Chambre d'adresser toute question et toute observation à l'Orateur et non directement à la personne interrogée. Je me suis abstenu de le faire au début de la session pour que les députés puissent se familiariser avec la procédure, mais je me permets de vous le rappeler maintenant.

M. Wenman: Par votre entremise, monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre de répondre à ma question?

[Français]

L'hon. Jeanne Sauvé (ministre de l'Environnement): Monsieur le président, je suis désolée, mais j'étais occupée à remettre le document au messenger, et je n'ai vraiment pas entendu le début de la question. Je prierais donc l'honorable député de bien vouloir la répéter, et l'abréger surtout.

[Traduction]

M. Wenman: Étant donné que la Chambre n'a été saisie d'aucune politique gouvernementale relative à l'utilisation par les États-Unis des réserves d'eau douce du Canada, et étant donné que vous êtes au courant depuis un certain temps ...

Des voix: Règlement!

M. Wenman: ... de la préparation et de l'existence dans vos dossiers d'une déclaration de principe sur l'exportation d'eau du Canada, pourquoi ne l'avez-vous pas ...

Des voix: Règlement!

M. Wenman: ... présentée à la Chambre, et quand vous proposez-vous de la déposer?

M. l'Orateur: A l'ordre.

[Plus tard]

Mme Sauvé: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je tiens seulement à dire que le Canada n'a aucune politique touchant l'exportation d'eau aux États-Unis.

* * *

LES AÉROPORTS

PICKERING—LES ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE—LES MOTIFS DE L'OFFRE D'EMPLOIS À L'AÉROPORT

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Peut-il me dire si les audiences de la Commission d'enquête sur l'aéroport avaient pour but de déterminer, d'après des faits nouveaux, si la région de Toronto avait besoin d'un deuxième aéroport international? Si tel est le cas, le ministre pourrait-il expliquer pourquoi des offres d'emploi au nouvel aéroport ont paru dans divers journaux, alors que la commission n'a pas encore déposé son rapport final?

Questions orales

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai raté la première partie de la question. Elle se rapporte de toute évidence à l'aéroport de Pickering. Bien sûr, je n'ai pas encore reçu le rapport et je ne le recevrai pas avant la fin de décembre.

M. Beatty: Comme le ministre a manqué une partie de ma question, monsieur l'Orateur, puis-je la répéter? Les audiences de la Commission d'enquête relative à l'aéroport avaient-elles pour but d'établir, à la lumière de nouveaux faits, si oui ou non la région torontoise a besoin d'un deuxième aéroport international? Si oui, le ministre peut-il expliquer pourquoi divers journaux publient des offres d'emplois pour le nouvel aéroport avant même que la Commission ait soumis son rapport définitif?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, le mandat de la Commission a été déposé à la Chambre. Il ne m'appartient pas de l'interpréter. Le député peut le faire tout seul.

* * *

LES TRANSPORTS

LA DÉSAFFECTATION DES LIGNES D'EMBRANCHEMENT—LES CONSULTATIONS FÉDÉRALES PROVINCIALES—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, je pose ma question au ministre des Transports. A-t-il décidé de prolonger le moratoire sur l'abandon des embranchements ferroviaires? Sinon, a-t-on pris une décision et laquelle?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas encore pris de décision. Nous devons le faire bientôt, parce que nous nous sommes engagés à maintenir les embranchements en service jusqu'au 31 décembre. Nous n'avons donc plus beaucoup de temps.

● (1440)

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser. Le gouvernement, dit-on, va consulter le Conseil des grains du Canada pour décider quelles lignes seront supprimées. Le gouvernement s'est-il également engagé à discuter à fond, avec les gouvernements provinciaux, de tout abandon de lignes ferroviaires et a-t-il pris l'engagement de principe d'assister financièrement les provinces à la réfection du réseau routier que nécessiterait l'abandon par la suppression de certaines lignes ferroviaires?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, c'est au gouverneur en conseil à prendre cette décision. Le ministre de la Justice de qui relève la Commission canadienne du blé, a fait une déclaration officielle à ce sujet et je pense qu'il est probablement le mieux placé pour répondre à la question du député.

LA POSSIBILITÉ DE RÉTABLISSEMENT DU SERVICE-VOYAGEURS À TERRE-NEUVE

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire suite à la question du député d'Edmonton-Centre. Étant donné que le CN et le CP sont tous deux censés avoir des plans à proposer au ministre pour résoudre les problèmes du transport ferroviaire, je me demande